

PREMIERES MESURES DE SOUVERAINETE ECONOMIQUE ET TECHNOLOGIQUE POUR L'EUROPE. UN TOURNANT ?

1ere partie - Le contexte. Une fenêtre d'opportunité historique. Bientôt suivi par les grands dossiers (projet Gaia-X, Fonds pour la Deep Tech, Fonds européen de défense, question de la 5 G, contrôle des investissements sensibles...)

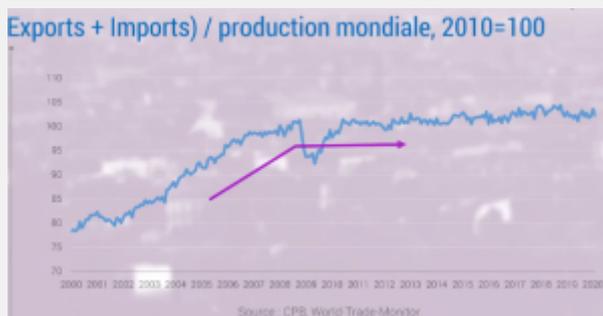
jeudi 25 juin 2020, par [LALLEMANT](#)

*Entre Berlin, Paris et la Commission, depuis la crise du Covid-19, il existe un « alignement exceptionnel des planètes » pour aller dans le sens d'un nouveau projet européen avec une doctrine plus réaliste des relations internationales. On ne peut s'empêcher de remarquer de nombreuses inflexions avant même la crise sanitaire. L'Europe, prise en tenailles entre les Etats-Unis et la Chine, aurait-elle enfin mesurée la gravité des enjeux, pour éviter d'être « l'idiot du village planétaire » ? Il était un temps où l'on parlait des cycles d'euroessimisme et d'euro-optimisme. **Le rebond après les difficultés !** Restons prudent toutefois sur les changements importants de doctrine - autour des questions de souveraineté économique et technologique - car ce n'est pas, de ne pas avoir reçu depuis longtemps les alertes des conseillers en intelligence économique qui ont manquées, pour expliquer les aveuglements stratégiques nationaux et européens (1).*

Lorsque l'idéologie - sous couvert de science - prend le pas sur l'approche systémique et les objectifs d'inclusion, alors le pire est à craindre. L'histoire dira peut-être un jour, pourquoi cette pente destructrice pour la France et l'Europe a dû attendre la crise sanitaire pour être véritablement inscrite à l'agenda. Il est désormais de bon ton de parler de souveraineté économique, un peu de recul montrera si le projet d'autonomie stratégique a pris le dessus sur les effets d'annonce et/ou l'éternel retour de l'austérité budgétaire. Mais l'Europe a-t-elle vraiment le choix face à « America First » et « Made in China 2025 » ? Les autorités européennes pour éviter d'être enfermées dans le choix des autres (guerre économique sino-américaine) sont à la recherche d'un nouvel équilibre.

Il est vrai que le contexte est particulièrement favorable pour un changement de cap. Nous avons noté du côté international, « **l'immaturité hégémonique** » des deux grandes puissances, une véritable crise de leadership, même si la notion de stabilité hégémonique (2) peut être débattue (cf par exemple Bernard Badier). Du côté des Institutions Internationales, évoquons la crise de l'OTAN, les doutes sur ses missions dans l'après guerre froide mais aussi l'incertitude sur « l'étranger proche » de l'U.E (une Turquie militairement aventureuse), une Russie sans arrimage européen et avec une nouvelle modification de la Constitution... Pour le lointain, Dominique Moïsi évoque même la soviétisation de la Chine (3). La mondialisation actuelle, en reflux, est pour le moins anémique. Les Etats-Unis méconnaissables, sont déboussolés et déboussolant. Côté climat, la Chine vient de donner de nouvelles autorisations pour les centrales à charbon dans une optique de relance économique.

Au niveau intra-européen également un vent opportun : soutien de la BCE sans failles jusqu'alors (un plan de relance proposé de 750 milliards d'euros), la volonté affichée de mise en route d'une politique industrielle « qui n'est pas contradictoire avec la politique de concurrence » (Margrethe Vestager). Depuis 2008 environ, le contexte économique d'une « mondialisation en ralentissement » était déjà une tendance lourde, enclenchée avant la crise du Covid-19. Une mondialisation plus mesurée certes - mais pas régulée pour autant !



Source : CPB, World-Trade Monitor/xerfi/Canal

On peut dans ce nouveau cadre, « envisager » moins de pressions internationales sur les enjeux sociaux, sur les logiques de délocalisations etc... sans naïveté toutefois. Ce qu'analyse fort bien Olivier Passet en mettant en perspective les fondamentaux solides de la mondialisation (low cost, fonds d'investissements financiers etc..) et les inflexions enclenchées (4). Ajoutons un réveil occidental difficile face au doux commerce et sa prééminence historique remise en cause. Elles prendront effectivement du temps, pour peut-être devenir à leur tour de nouveaux fondamentaux.

Josep Borrell (Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de Sécurité) évoque **plusieurs facteurs favorables à la modification des chaînes de valeur** : plus courtes en réponse aux exigences climatiques, basées sur des procédés et technologies alternatives, avec un retour des activités souveraines (réserves stratégiques de produits essentiels, programme RescUE) (5).

Le 13 avril 2020, Emmanuel Macron déclarait qu'il faut bâtir « *une indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique française* ». La longue affaire Huawei démontre à l'envie que « l'Europe est prise en étau entre deux écosystèmes technologiques puissants (Chine et Etats-Unis), selon Julien Nocetti de l'IFRI (6). La bataille de Huawei, bien analysée par Sylvie Kauffmann dans le Monde, est devenue géopolitique (7). Thomas Gomart quant à lui, explique que le COVID-19 a mis fin à l'innocence technologique (8). « Il accélère et amplifie des tendances qu'on voyait poindre avant la crise comme le rôle central et croissant du cyberspace, la consécration d'un capitalisme de surveillance ou l'aiguïsement de la rivalité sino-américaine ». Il y a un grand risque de rachats massifs de nos starts-up de la tech ce qui justifie la création d'un Fonds (French Tech Souveraineté) d'aide de 150 millions d'euros (domaines d'avenir : « quantique, santé, cybersécurité, intelligence artificielle »).

L'Europe réputée pour son soft power (une puissance par la norme, selon Zaki Laïdi, 9) révèle de façon assez dramatique, qu'une logique de l'influence sans les autres structures de la puissance (au sens de Susan Strange), conduit à l'effondrement de la souveraineté dans les moments de rupture majeure. Ecartelée entre sa sécurité sanitaire (« assurée par la Chine ») et sa communication aux mains des GAFAs américaines, son autonomie stratégique est mise à mal ! La fragmentation extrême des chaînes de production a entraîné la multiplication des dépendances. Les changements de politique s'inscrivent aussi dans le contexte d'une nécessaire résilience de nos démocraties.

De surcroît des difficultés de plus long terme pour une Europe multiple, aux intérêts souvent divergents - en raison de modèles économiques différents - sans compter un attachement plus ou moins fort à l'atlantisme ou bien même une forme de lyrisme face aux pays autoritaires. Ne sous estimons pas les nombreux handicaps : **27 pays versus « one Nation », démocraties (élections périodiques et mandats politiques courts) versus régimes autoritaires et opaques**, pays nouvellement convaincus par les ressources financières étrangères (Nouvelles Routes de la Soie)... Les divergences entre le Nord et le Sud de l'Europe, entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest, sont fortes, ne serait-ce que sur la question des valeurs propres à l'UE. Pour aller plus loin, il faut promouvoir une mondialisation un tant soi peu régulée au moins au niveau régional en faisant reculer le dumping et la concurrence destructrice intra-zone.

Tout ne sera pas rose dans « l'après nouveau monde européen » mais on lira dans le 2eme article des bifurcations déjà notables. 2016 : électrochoc de « la prise de Kuka ». Le 13 novembre 2017, 23 pays de l'Union renforcent leur coopération pour la sécurité et la défense. Le Livre blanc du 17 juin 2020 s'inscrit contre la concurrence déloyale de l'étranger (10). On propose en particulier d'accroître les outils pour contrer les groupes étrangers subventionnés par les Etats. **On semble « découvrir » la concurrence déloyale !** Il est comme une petite musique nouvelle, qui pourrait amener des changements majeurs de registre et des innovations de rupture.

Un équilibre délicat à inventer face à des puissances économiques agressives : souveraineté mais pas souverainisme, mondialisation plus mesurée et non repli sur soi, prise de conscience de ses intérêts sans protectionnisme... Des évidences en somme mais « un oubli » jusqu'alors de ces distinctions pour la doxa néo-libérale, autant de limites potentielles au libre échange décomplexé ! Au moins, le constat est (presque) commun : pas de réciprocité économique, politique, ou géopolitique de la part de la Chine, pas de véritable ouverture des marchés publics chinois, statut de Hong Kong menacé etc... Le soft power chinois n'existe pas. La Chine est désormais vu comme « **un rival systémique** » (**J. Borrel**), véritable prise de conscience (tardive) de l'asymétrie. Pas de transparence de la Chine, manoeuvres à l'OMC, diplomatie des masques, tactique des loups combattants etc... On se rappelle que la Présidente de la Commission l'avait déclarée désormais « géopolitique » (11). On se demande encore, comment ou pourquoi d'aucuns ont toujours la vision illusoire de différents cercles (économique, politique, géopolitique) qu'il faut séparer ! L'analyse ou les intérêts économiques simples relèvent d'une vision à courte vue, l'approche systémique plutôt que l'analyse !

Il faut donc lever les dogmes économiques et humains..., le mot doux de « distorsion de concurrence », a fait florès, un euphémisme mortifère... L'été 2020 doit être désormais moins déclaratif, mais réactif et même proactif. L'équilibre à trouver est difficile : tenir sur le fil du rasoir pour ne pas tomber dans l'affrontement sino-américain.

La souveraineté économique et technologique deviendrait-elle « moderne » ? La simple attractivité et compétitivité débridée conservatrices ? La souveraineté n'est pas uniquement une approche globale, une affaire d'Etats. Elle concerne nombre activités en forte croissance (cf Volkswagen et la question des véhicules électriques, 12). Même s'il faut rester prudent on notera des initiatives importantes allant dans le sens de plus de souveraineté technologique et militaire. Une souveraineté qui, si elle doit exister, sera largement européenne sur de nombreux points, pour des raisons évidentes d'échelle.

Avec la crise du COVID-19, la Sécurité nationale et européenne s'est invitée brutalement ! Ce ne sont pas les chaînes de valeur extraterritoriales sans projet politique, qui font la force et la justice d'une nation ou d'une fédération, et même ses ressources. **Peut-être faudrait-il relancer une symbolique européenne**, des métaphores utiles comme « une nouvelle CECA » ... Les nouveaux enjeux de la souveraineté, nous y sommes : le sanitaire, l'intelligence artificielle, la bio-production, l'informatique quantique etc... Il faut une nouvelle politique industrielle, un retour des politiques de filière et un filtrage des investissements. Piotr Smolar titrait dans Le Monde : « L'Europe face à la Chine, le lent déniement » (13)... Par rapport aux Etats-Unis méconnaissables, la réponse à la veille des élections du 3 novembre, reste ouverte...

Au coeur des logiques de puissance, la dépendance systémique est particulièrement préoccupante !

Nous évoquerons dans le 2eme article, quelques dossiers clés, les projets en train de se concrétiser, souvent lancés avant la crise actuelle : projet Gaia-X, Fonds pour la Deep Tech, Fonds européen de défense (FED), question de la 5 G, contrôle des investissements sensibles...

Notes :

1. Aveuglements stratégiques et résilience

<https://geopoweb.fr/?AVEUGLEMENTS-STRATEGIQUES-et-RESILIENCE>

2. Notion de stabilité hégémonique. Théorie de Charles Kindleberger

3. Dominique Moïsi. L'inquiétante soviétisation de la Chine. Les Echos du 13 juin 2020

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/linquietante-sovietisation-de-la-chine-1214584>

4. Olivier Passet et Xerfi Canal. « La demondialisation : mythes et réalités. » Ou bien, « la relocalisation n'aura pas lieu (ou très peu) ».

<https://www.dailymotion.com/video/x7le1yc>

[https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-La-relocalisation-n-aura-pas-lieu-\(ou-tres-peu-\)_3748693.html](https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-La-relocalisation-n-aura-pas-lieu-(ou-tres-peu-)_3748693.html)

5. Josep Borrell. Politique étrangère, volume 85 n° 2. Été 2020

6. L'affaire Huawei par Julien Nocetti dans Le Monde du 11 juillet 2019

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/07/11/huawei-l-europe-est-prise-en-etau-entre-deux-ecosystemes-technologiques-puissants-chine-et-etats-unis_5488151_3234.html

7. « La bataille de Huawei devait être technologique et commerciale, elle est devenue géopolitique » Sylvie Kauffmann, Le Monde du 29 janvier 2020

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/29/la-bataille-de-huawei-devait-etre-technologique-et-commerciale-elle-est-devenue-geopolitique_6027568_3232.html

8. Thomas Gomart, La fin de l'innocence technologique. Politique étrangère, volume 85. Été 2020

<https://www.ifri.org/fr/publications/politique-etrangere/articles-de-politique-etrangere/covid-19-fin-de-linnocence>

9. Zaki Laïdi, « La norme sans la force ». L'énigme de la puissance européenne. 2008. Collection Références. Presses de Sc Po.

10. Le 13 novembre 2017, 23 pays de l'Union ont signé une notification sur la coopération structurée permanente renforçant leur coopération pour la sécurité et la défense au plan continental. On avance sur les conditions de l'autonomie stratégique et d'une certaine unité d'action. Rapport du 17 juin 2020 contre la concurrence déloyale de l'étranger.

11. Ursula Von der Leyen a qualifié sa Commission de « géopolitique », en novembre 2019

12. Volkswagen https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/22/souverainete-numerique-le-logiciel-de-volkswagen-n-est-pas-pret_6043731_3234.html

13. Piotr Smolar. L'Europe face à la Chine, le lent déniement."Le Monde du 20 juin 2020

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/20/l-europe-face-a-la-chine-le-lent-denaiement_6043561_3210.html